

# La société et ses stratifications **Inclus/exclus :** **une opposition** **pertinente ?**

La « moyennisation » des conditions de vie dans les pays occidentaux a sensiblement affaibli le recours à la notion de classe sociale, tandis que le développement d'un chômage de masse et la multiplication des emplois dits atypiques ont suscité une perception duelle de la société entre « inclus » et « exclus ».

François Dubet observe les effets que peut produire cette représentation mais en conteste le simplisme, les situations d'exclusion s'analysant davantage en terme de gradation que de frontière. Il explique aussi les rapports complexes qu'entretiennent l'exclusion et l'intégration, le sentiment de marginalisation n'étant paradoxalement pas séparable du renforcement des mécanismes d'intégration sociale. Il rappelle enfin que les conduites manifestant une désaffiliation sont inséparables des rapports économiques existants.

C. F.

**L**es inégalités sociales constituent un ensemble de faits objectifs, mesurables, une série d'écarts étalonnés sur une multitude d'indicateurs. Elles sont aussi un fait subjectif, les acteurs se représentent ces inégalités, les perçoivent ou non, les qualifient d'acceptables ou de scandaleuses, leur donnent un sens. Dans le flux infini des inégalités sociales, les individus ne retiennent que certaines d'entre elles qui deviennent

significatives à leurs yeux parce qu'elles décrivent le monde social, parce qu'elles l'expliquent, parce qu'elles construisent une image de la structure sociale.

Durant plus d'un siècle, aux anciens ordres sociaux, opposant des quasi-castes, s'est progressivement substituée une représentation de la société industrielle en termes de classes sociales. Représentation si forte qu'elle a structuré une grande part de l'action collective et de la vie politique, et dont la sociologie a fait longtemps un de ses objets principaux, une des « causes » majeures des conduites et des représentations. Depuis une vingtaine d'années, ce cadre de représentations et d'analyses s'est défait. On parle moins de classe ouvrière que de classes populaires ou de classes défavorisées, et moins de bourgeoisie que de globalisation. Pour désigner la stratification sociale un « nouveau » vocabulaire s'est imposé : les « banlieues », les exclus, la fracture sociale... Au système des classes sociales semble s'être substituée une représentation dualiste de la structure sociale opposant le vaste monde des classes moyennes aux exclus, aux désaffiliés, aux marginaux enfermés dans la pauvreté, la précarité, le chômage et campant aux portes de la cité comme le faisaient le prolétariat et les classes dangereuses au XIX<sup>e</sup> siècle. Cette représentation, aussi présente et vivante soit-elle dans les médias et dans bien des discours, est-elle acceptable ? Et même si elle ne l'est pas, même si elle ne permet pas de décrire convenablement la structure des rapports sociaux et des inégalités, que nous apprend-elle sur les mutations de notre société ?

## **Des classes à la dualisation sociale**

### **Les classes sociales**

Pour le dire d'un mot, la force essentielle de la notion de classe sociale ne vient pas de ce qu'elle décrit des inégalités sociales, mais de ce qu'elle désigne un rapport social particulier aux sociétés industrielles capitalistes et que l'on peut caractériser par trois grands traits.

### L'opposition travail/capital

D'abord, le rapport de classes est fondé sur une relation économique opposant le travail au capital ou, pour être plus précis, sur un conflit opposant ceux qui possèdent le travail plus ou moins qualifié, à ceux qui organisent le travail et décident des investissements et des choix économiques. En ce sens, le conflit de classes se développe dans un espace particulier, l'usine, la production dans laquelle la puissance des uns entraîne la soumission et la pauvreté des autres. Il n'y a de classes sociales que dans la mesure où les classes sont structurées par un conflit plus ou moins chaud, plus ou moins négocié, mais par un conflit. La conscience de classe est une conscience d'opposition aux maîtres de l'économie et du travail.

## Une conscience d'appartenance affirmée

Ensuite, le conflit de classes engendre une conscience d'appartenance souvent positive à sa propre classe. Les ouvriers sont dominés et exploités, mais il n'empêche qu'ils ont une conscience fière parce qu'ils se définissent comme les producteurs des richesses, comme des gens qualifiés, comme des travailleurs victimes de l'exploitation et pas seulement comme des prolétaires dépossédés de tout et livrés à la pure exploitation et à la misère. La violence du rapport de classes ne fait pas des travailleurs des marginaux ; au contraire même, ils se sont souvent définis comme le « sel de la terre ». La culture ouvrière, comme toutes les cultures populaires, peut être considérée avec dédain par les dominants, il reste qu'elle fonde des appartenances solides et des solidarités efficaces. Personne ne pouvait définir les banlieues rouges comme des ensembles anomiques composés de marginaux, d'exclus et de cas sociaux.

## Un rapport social de portée générale

Enfin, bien que le rapport de classes ait sa source dans le travail et dans l'entreprise, il a été perçu comme un rapport social de portée générale englobant la plupart des groupes sociaux. Dans une société de classes, il franchissait les murs de l'usine et organisait une représentation générale des inégalités, chacun se situant plutôt d'un côté ou plutôt de l'autre. Ainsi, toutes les sociétés industrielles ont bâti la représentation politique autour d'un clivage opposant, grossièrement, la gauche (le travail) à la droite (le capital). Le développement des droits sociaux et de l'État-providence était vu, parfois au prix de quelques clichés, comme une extension de la lutte du salariat. Le langage de classe et les représentations en termes de classes se sont progressivement imposés comme des modes de lecture de l'ensemble des inégalités et des rapports sociaux et, dans ce cadre, les inégalités entre les sexes, entre les générations ou entre les cultures apparaissaient comme « secondaires » et dérivées des inégalités de classes.

## La dualisation

Les analyses et les représentations à partir de la notion de classe se sont développées dans les sociétés industrielles parvenues à « maturité », dans des sociétés où les rapports salariaux pouvaient fonder la grande majorité des statuts et des activités professionnelles. Mais cette situation est loin de s'être imposée partout. Elle n'est pas immédiatement apparue en Europe occidentale et aux États-Unis quand des armées de hors classes, d'immigrés, de paysans déracinés, de pauvres, de « outlaws », d'anciens colonisés et d'anciens esclaves ne parvenaient pas à entrer dans le travail salarié, quand, à côté du prolétariat, se tenait la masse des classes dangereuses et du sous-prolétariat.

Les analyses en termes de dualisation se sont surtout imposées dans les sociétés dépendantes, en Amérique latine notamment, là où une partie seulement de la société entre dans le monde salarié industriel et moderne tandis que près de la moitié de la population reste enfermée dans les structures sociales traditionnelles, ou se trouve jetée dans la misère des bidonvilles qui grossissent aux portes des grandes métropoles. Ici, les rapports de classes industriels ne peuvent définir la totalité des rapports sociaux et la société paraît coupée en deux, dualisée entre ceux qui sont « dedans » et ceux qui sont « dehors ». Les premiers sont dans la société, fussent-ils exploités, pendant que les seconds sont dehors, aux portes de la ville, du salariat, de l'éducation, de la santé, enfoncés dans une économie informelle et de survie. Même les plus pauvres du premier monde, celui des classes et de l'économie formelle, vivent souvent mieux, en tous cas avec plus de sécurité, que ceux du second monde dominé par la faiblesse des revenus, l'absence de représentation syndicale et politique, les petits emplois incertains, dérisoires, souvent liés à la délinquance...

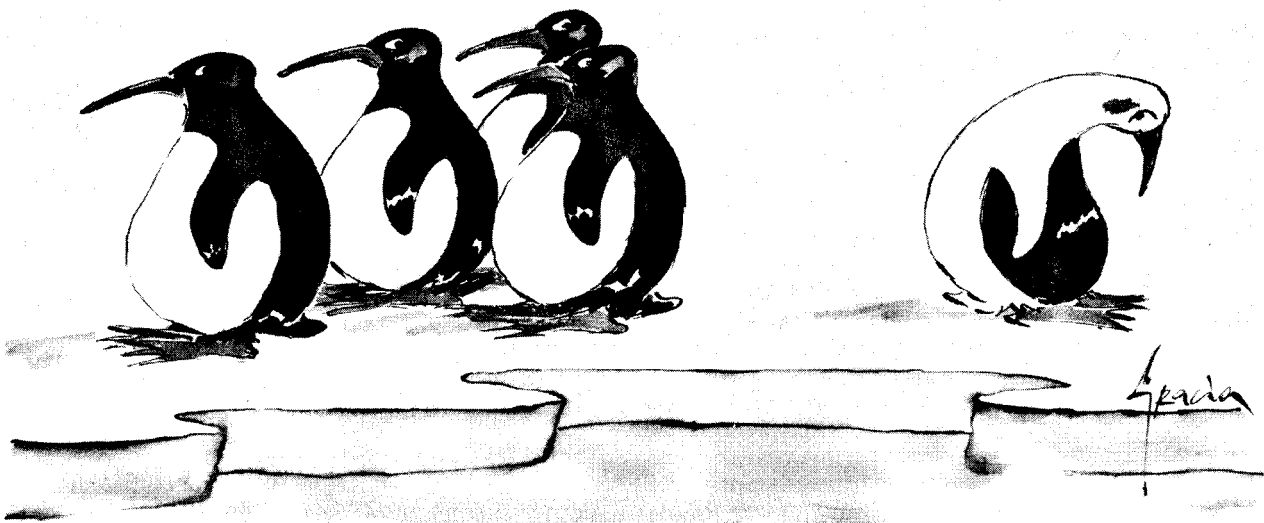
Alors que les classes sociales engendrent des différences et des inégalités dans un système relativement intégré et tracent une stratification continue, la dualisation crée une fracture entre ceux qui sont « dans » la société et ceux qui sont en « dehors », dessinant ainsi une sorte de frontière interne. Cette frontière intérieure se cristallise dans l'espace et les habitants prennent le nom de leur quartier : *favelas, pueblos juvenes, poblaciones...* En France on parle maintenant des « quartiers ». Aux oppositions de classes se juxtaposent aussi des clivages ethniques et culturels : les habitants les plus anciens, comme les Indiens et les Noirs en Amérique, se mêlent aux dernières vagues d'immigration... La frontière intérieure est à la fois spatiale et « raciale ».

## Vers la dualisation des pays riches ?

On a longtemps pensé que la dualisation serait progressivement réduite par le développement et la modernisation, mais il semble que nous soyons aujourd'hui confrontés à l'installation de cette dualisation au sein même des sociétés les plus riches et les plus développées.

## Affaiblissement des thèmes de classes

Alors que les discours et les représentations en termes de classes sociales ont longtemps dominé la vie sociale et politique française, il faut constater leur affaiblissement. Ceci ne signifie pas que les classes et les conflits qui les opposent ont disparu, loin de là, mais ils n'ont plus la même force. Les syndicats comptent de moins en moins d'adhérents et moins



encore de militants, pendant que leur base salariée se rétracte dans les services publics et les entreprises d'État. Le Parti communiste s'étirole et le vocabulaire militant parle plus volontiers de salariés ou de classes populaires que de classe ouvrière dans un monde où les employés sont devenus majoritaires.

« Moyennisation »...

Ce n'est pas croire en une réduction sensible des inégalités que d'observer que les barrières ou les clivages entre les groupes sociaux se sont réduits sous l'effet d'une « moyennisation » provoquée par la consommation et la culture de masse. Les groupes sociaux restent fortement inégaux, mais la plupart d'entre eux se désenclavent en étant soumis au flux continu des mêmes images, des mêmes aspirations et des mêmes modes de vie. Pour reprendre le vieux vocabulaire social, les « barrières » deviennent des « niveaux » dans lesquels les jeux de distinction organisent l'essentiel de la consommation et des identités sociales. Les professions intermédiaires se développent, les ouvriers épousent des employées et la mobilité structurelle fait que la plupart des individus ne vivront pas dans le même milieu que celui de leur enfance. Les frontières entre les classes se brouillent puisque la plupart des acteurs accèdent aux mêmes biens, même s'ils le font à des niveaux très différents. Par exemple, le monde social n'oppose plus guère ceux qui ont des voitures à ceux qui n'en ont pas ou bien ceux qui font des études à ceux qui n'en font pas, mais il se forme une chaîne infinie d'inégalités fines qui deviennent incommensurables aux deux extrémités.

... et conscience plus aiguë des inégalités

Cette « moyennisation » n'entraîne pas un sentiment de réduction des inégalités, bien au contraire, parce qu'elle est portée par les promesses de l'égalité des chances et des conditions. Alors que les inégalités devant l'éducation sont plutôt moins fortes et tranchées qu'autrefois, il semble qu'elles sont beaucoup plus vivement ressenties puisque chacun a pu intérioriser une sorte de « droit » à la réussite. Ainsi, dans une société aux clivages de classes moins tranchés, voyons-nous se développer une conscience plus aiguë des inégalités qui ne sont plus, directement au moins, des inégalités de classes : inégalités entre les sexes, entre les cultures et les ethnies, entre les générations, entre les régions, entre les quartiers, entre le secteur public et le secteur privé... Aux clivages tranchés entre les classes sociales semblent s'être substituée une multitude d'inégalités plus minces et d'autant plus insupportables que le monde mal défini des classes moyennes incarne la vie sociale normale et désirable. C'est le glissement vers cette image de la structure sociale qui laisse apparaître le clivage entre les inclus et les exclus.

### **Chômage, précarité, pauvreté**

Quand s'impose à tous le modèle de l'emploi salarié stable, des études qualifiantes, de la consommation raisonnable, de l'accès à la santé, de la participation sociale active, il apparaît vite qu'une partie de la population est privée de ces biens élémentaires et décroche du vaste monde des classes moyennes

salariées. C'est ce qui forge le thème de l'exclusion, d'une mise à la marge et d'une différence sociale irréductible.

Évidemment, le chômage joue un grand rôle dans cette mutation de la structure sociale quand il apparaît que ce chômage n'est ni un « résidu », ni un chômage frictionnel tenant à la mobilité du marché de l'emploi. Toute une partie de la population paraît, soit inadaptée et donc enfermée dans le chômage de longue durée, soit inapte et incapable d'entrer dans un emploi stable. Les ouvriers dont les usines ont fermé, les personnes peu mobiles, les jeunes dépourvus de qualification, les étrangers en situation irrégulière sont alors exclus du salariat et des formes élémentaires de la participation sociale, ils sont réduits à la survie et aux prestations sociales. Il se forme ce que les sociologues anglo-saxons ont appelé une *under-class*, une sous-classe de prolétaires voués à la dépendance et à l'économie informelle, regroupés dans les zones urbaines les plus dégradées : les centre-villes aux États-Unis et les grands ensembles de banlieue en France. En fait, ces individus ne sont plus dans le système des classes, leur pauvreté n'enrichit plus personne car personne ne les exploite ; ils sont exclus car ils sont devenus « inutiles ».

À cette image radicale de l'exclusion, dont le SDF serait la figure la plus extrême, il faut associer une expérience plus banale de précarisation des emplois. À côté des inégalités classiques de revenus se sont développées des inégalités tenant au statut de l'emploi. Les emplois précaires, à durée déterminée, l'intérim, les emplois à temps partiel imposés, les emplois les plus mal payés se sont multipliés et, même quand ils permettent d'éviter la misère la plus noire, ils interdisent toute installation dans la société, tout projet de vie un peu établi puisque les individus sont à la merci des événements. C'est dans ces groupes-là que les accidents de la vie, la maladie, la séparation familiale, peuvent avoir des conséquences catastrophiques. Rappels aussi que les inégalités sociales sont toujours considérables puisque les 20 % des revenus les plus élevés sont cinq fois supérieurs aux 20 % des revenus les plus faibles et surtout, parce que les 10 % des ménages dont les revenus sont les plus élevés possèdent 44 % du patrimoine pendant que les 50 % de ceux dont les revenus sont les plus faibles se partagent 9 % du patrimoine.

On peut légitimement parler d'exclusion et de dualisation quand les problèmes de chômage, de précarité, de pauvreté se superposent dans les mêmes groupes et se renforcent mutuellement, créant ainsi de véritables ensembles sociaux. Pour le dire simplement, on peut cerner toute une série de facteurs dont l'addition fait passer de l'autre côté, du côté de l'exclusion. Il s'agit de l'absence de qualification scolaire et professionnelle dont les effets sont d'autant plus dévastateurs qu'ils concernent les femmes plus exposées aux emplois précaires, les jeunes d'origine immigrée, plus souvent victimes de ségrégation, les individus « fragiles » et ceux qui sont peu mobiles comme les chômeurs de cinquante ans... Les étrangers en situation irrégulière, les femmes seules et chargées de famille, les jeunes lâchés par leur famille ont toutes les chances de grossir les rangs de ces exclus.

## La question sociale reformulée

De la thématique de l'exploitation ouvrière...

Il ne suffit pas qu'il existe des pauvres et des chômeurs pour que l'on pense en termes d'exclusion. Il faut aussi que cette exclusion soit visible et cristallisée sous la forme d'une question sociale. Durant le siècle de la société industrielle cette question sociale a été largement identifiée à la question ouvrière : les chômeurs étaient perçus comme des travailleurs privés d'emploi et les pauvres, comme des travailleurs abusivement exploités. Il fallait donc que les efforts de redistribution et que les politiques sociales réintègrent les laissés pour compte dans le *main stream* du travail et de la participation sociale. Les droits sociaux associés au travail salarié, les grands ensembles de logements sociaux, la scolarisation de masse ont longtemps été conçus comme les objectifs, puis comme les outils, durant les Trente Glorieuses, de ce projet social.

... à celle des lieux d'exclusion

Depuis les années 80, cette représentation de la question sociale s'est déplacée vers la question urbaine. Le scandale de l'exclusion n'est plus incarné par la condition ouvrière, même quand celle-ci reste scandaleuse, mais par les « cités », les « banlieues » et les « quartiers difficiles » où paraissent se concentrer la plupart des problèmes sociaux et des révoltes. La ségrégation de ces quartiers, voire leur ghettoïsation, s'est considérablement accentuée lorsque les ouvriers et les employés qualifiés les ont abandonnés pour être remplacés par les plus pauvres, les immigrés, ceux que l'on définit maintenant comme des cas sociaux. Chômage, pauvreté, familles monoparentales misérables, RMIstes, concentration de migrants, jeunes en galère forment alors le cœur de cette population.

Le clivage inclus/exclus :  
représentations et pratiques

Comme au XIX<sup>e</sup> siècle européen et comme en Amérique latine, ces populations semblent hors de la société. Elles sont, à la fois, perçues comme des victimes des injustices sociales devant bénéficier des aides sociales et, de plus en plus, comme des coupables à l'image de ces jeunes qui forment des bandes, agressent les enseignants et les travailleurs sociaux, sont en « guerre » avec la police, ferment le quartier sur lui-même, déclenchent des émeutes, développent une microéconomie de rapines et de prédation... Mis en scène et comme hypostasiés par les médias et les témoignages faisant état des difficultés considérables éprouvées par les élus et les divers intervenants sociaux, ces jeunes incarnent les nouvelles classes dangereuses. Dès lors, le clivage entre les inclus et les exclus se transforme en pratiques réelles. Les classes moyennes et les classes populaires stabilisées dans l'emploi développent des conduites d'évitement dans l'habitat

et dans les choix scolaires, ce qui renforce la ségrégation. La demande de sécurité devient politiquement centrale, sans que ceci soit réductible à une simple « manipulation » de l'opinion par les journalistes et les hommes politiques. Alors que certains quartiers construisent un « entre-soi » relativement protégé, d'autres dérivent et sont catalogués comme des territoires « hors la loi » et dangereux. Ainsi le couple formé par les inclus et les exclus n'est pas une simple représentation, une simple image, il constitue aussi un ensemble de micro-pratiques ségrégatives, de choix politiques qui transcendent les oppositions de classes et opposent le vaste ensemble de ceux qui sont dedans à ceux qui sont dehors et qui ont été mis dehors.

## Niveaux et mécanismes

La représentation de la structure sociale en termes d'opposition entre les inclus et les exclus peut provoquer un certain vertige en raison de sa simplicité et, paradoxalement, de son aspect rassurant si l'on se place du côté des inclus qui peuvent alors s'identifier aisément aux valeurs essentielles d'une démocratie libérale : sérieux, travail, modération, solidarités familiales... De l'autre côté, se tiennent l'étrangeté et la « barbarie », et l'on finit parfois par blâmer les victimes. Il suffit de voir les articles et reportages récurrents sur les cités et les établissements scolaires « difficiles » : drogue, violence, « tournantes », démission des familles, intégrisme religieux... Afin de résister à ce vertige de la simplicité, il importe donc d'y regarder de plus près.

### Frontière ou gradation ?

Une première nuance consiste à rappeler que l'on ne peut raisonner à partir des situations les plus extrêmes et qu'il y a toute une gradation de situations entre celle du couple d'ouvriers qui a du mal à joindre les deux bouts et celle de la mère de famille au RMI ou celle du SDF. Si de grands ensembles de banlieue sont devenus de véritables concentrations d'exclus, il faut rappeler fortement qu'ils logent aussi une grande partie des travailleurs qui ne peuvent s'en échapper mais que l'on ne peut définir pour autant comme des exclus, même quand ils se sentent progressivement abandonnés. Les enquêtes montrent d'ailleurs qu'ils développent une image d'autant plus forte de l'exclusion sociale qu'ils ne veulent pas être assimilés aux exclus.

Rappelons aussi quelques évidences statistiques élémentaires. Si les jeunes de banlieue semblent plus portés vers la délinquance que les autres, il reste que la grande majorité d'entre eux ne sont pas délinquants et sont victimes d'un stigmatisme collectif qui en ferait, globalement, des exclus dangereux. De la même manière, bien que les collèves « difficiles » concentrent une grande part des échecs et des violences scolaires, tous leurs élèves ne sont pas en échec et en opposition à l'école, loin de là. On doit aussi rappeler que tous

les immigrés ne sont pas pauvres et marginaux et que l'on a moins tendance à les percevoir comme des immigrés dès qu'ils cessent d'être misérables. Il faut aussi souligner la situation paradoxale des communautés immigrées relativement fermées sur elles-mêmes, comme les Asiatiques du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et que l'on aurait cependant quelque difficulté à définir comme des exclus.

En fait l'exclusion est plus un processus qu'un état. C'est d'abord une menace, puis une fragilité qui peut devenir de fait une exclusion. Celle-ci ne s'enkyste véritablement dans un monde et une culture de l'exclusion que dans le cas où tout un ensemble de facteurs s'agrègent et surtout, se reproduisent continûment d'une génération à l'autre. Or, dans la même famille, il n'est pas rare qu'un garçon « tourne mal » pendant que ses frères et ses sœurs « s'en sortent ». Bref l'image d'une frontière est à nuancer fortement car l'existence de mécanismes d'exclusion ne doit pas se transformer en clichés sociaux selon lesquels seraient exclus tous ceux qui ne seraient pas parfaitement conformes aux modèles des classes moyennes. L'épuisement des cultures ouvrières et des cultures populaires qui donnaient une sorte de fierté aux plus défavorisés ouvre l'espace à tous les stéréotypes et à tous les stigmates et l'exclusion réelle a toutes les chances de s'enrichir d'une « prophétie créatrice ».

### L'exclusion dans l'intégration

Il est évident que les causes de l'exclusion sociale sont, avant tout, économiques : chômage, précarité, faibles salaires. Mais cette exclusion ou plutôt cette conscience d'exclusion est aussi une des conséquences paradoxales du renforcement des mécanismes d'intégration sociale. Considérons un exemple simple. Les capacités d'intégration du système scolaire se sont considérablement accrues en trente ans, passant de 50 % d'une classe d'âge titulaire du Brevet des Collèves à près de 70 % de bacheliers. En dix ans, le taux de jeunes scolarisés à l'âge de vingt ans est passé de 30,2 % à 54,9 %. Les diplômés sont progressivement devenus indispensables pour accéder à l'emploi et, *de facto*, les élèves en échec sont menacés d'exclusion par l'effet mécanique de la massification scolaire. Ce qui n'a pas été sans engendrer des conduites d'exclusion et d'auto-exclusion.

Le même raisonnement peut être étendu à bien d'autres phénomènes comme l'accès à la santé, à un habitat décent, à certains types de loisirs et de consommation dont la base s'est élargie grâce aux politiques sociales qui ne cessent de s'étendre et de révéler de nouvelles « cibles » d'exclus et de problèmes sociaux. En même temps, les processus d'intégration primaire, les solidarités familiales, les solidarités de voisinage et de travail, se sont affaiblis désarmant les individus les plus fragiles, ceux qui échappent aux divers filets de protection ou ceux qui, au contraire, s'y enferment. Ce processus croisé d'intégration croissante et d'exclusion relative explique pourquoi l'exclusion ne peut pas être identifiée à une marginalisation culturelle et pourquoi la conscience d'exclusion est aussi vive.

Dans la plupart des cas, les exclus ne constituent pas un monde fermé et une culture particulière dans la mesure où ils adhèrent fortement aux promesses d'intégration et de participation portées par les institutions et les politiques sociales. Par exemple, les jeunes de banlieue qui symbolisent aujourd'hui l'exclusion sociale ne peuvent pas être considérés comme des marginaux culturels ; le plus souvent ils sont hyper conformistes et adhèrent plus que les autres aux modèles de consommation véhiculés par les médias et les classes moyennes. En revanche, ne pouvant réaliser ces aspirations en raison de la faiblesse de leurs ressources économiques et scolaires, ils développent une « rage » permanente contre la société qui les aspire et les rejette à la fois. C'est en ce sens que le chômage, la pauvreté et la précarité, qui ne sont pas des phénomènes radicalement nouveaux, engendrent une conscience aussi vive de l'exclusion. C'est en ce sens aussi que la reprise économique des années 1997-2001 n'a pas affaibli l'exclusion des banlieues ; ceux qui ont pu profiter de l'embellie ont quitté les cités, les autres s'y sont sentis plus encore enfermés et rejetés.

## Conclusion

À côté des inégalités et des rapports de classes, se développent des processus d'exclusion quand des acteurs sortent de ce système. Un nombre croissant d'individus semble ne plus avoir de place ou occupe une place précaire dans le jeu de la compétition

économique et dans celui, tout aussi important, de la distribution des garanties et des protections sociales. Il n'est d'ailleurs pas impossible que le développement du libéralisme, d'une part, et la défense des acquis, de l'autre, contribuent, au nom de logiques et d'idéologies opposées, à construire le monde des laissés pour compte. Il s'agit là d'une mutation considérable comme en témoigne le déplacement progressif de la question sociale du monde du travail vers celui de la ville, bien qu'une des causes de cette translation tienne au chômage et à la précarisation croissante des statuts de l'emploi. L'exclusion a désarticulé le système des rapports de classes sans le détruire pour autant.

Mais cette évolution ne doit pas conduire vers une vision trop simple et trop idéologique de la structure sociale où l'opposition des classes moyennes plus ou moins riches et des exclus structurerait l'ensemble des inégalités et des rapports sociaux. Mieux vaut adopter une représentation plus complexe selon laquelle les registres des inégalités se multiplient sans se superposer nécessairement si ce n'est aux deux extrémités de la hiérarchie sociale ; les uns paraissant « hors société » par l'accumulation des richesses et des protections dans une sorte d'extraterritorialité, les autres par un enclavement territorial devenu une assignation à résidence. Mais dans tous les cas, l'exclusion est produite par le système des relations économiques et sociales propre au monde des inclus. ■

François Dubet,  
CADIS, EHES,  
Université de Bordeaux 2

---

## Pour en savoir plus

**Avenel C.**, « La notion d'*underclass* à l'épreuve des faits », *Sociologie du travail*, 2, 1997.

**Bouffartigue P.**, « Le brouillage des classes », in Durand J.-P., Merrien F.-X., *Sortie de siècle*, Paris, Vigot, 1991.

**Castel R.**, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

**Dermazière D.**, *La sociologie du chômage*, Paris, La Découverte, 1995.

**Dubet F.**, *Les inégalités multipliées*, La Tour d'Aigues, 2000.

**Dubet F., Martuccelli D.**, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Paris, Éd du Seuil, 1998.

**Lagrange H.**, *Demandes de sécurité*, Paris, Éd du Seuil, 2003.

**Paugam S. :**

- *Le salarié de la précarité*, Paris, PUF, 2000 ;

- (éd), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996.

**Piketty Th.**, *L'économie des inégalités*, Paris, La Découverte, 2001.

**Wieviorka M. et al.**, *La France raciste*, Paris, Éd. du Seuil, 1992.

---